



Marie-Laetitia Bonavita

@mlbo

Arrivé à son terme, le grand débat aura permis de se pencher sur le mal-être français, mis en exergue par le mouvement des « gilets jaunes ». À la division entre la France « périphérique » et la France des « métropoles » du sociologue Christophe Guilluy, le politologue Jérôme Fourquet a ajouté récemment la notion d'« archipel d'îlots éclatés ». Dominique Schnapper, également sociologue et politologue, et ancien membre du Conseil constitutionnel (de 2001 à 2010), a cosigné en février dernier avec le journaliste Fabrice Gardel *L'Abécédaire de Raymond Aron*, aux Éditions de l'Observatoire. À l'aune des réflexions de ce grand intellectuel et philosophe engagé, et qui, par ailleurs, fut son père, l'auteure se penche sur ce malaise français.

LE FIGARO. - L'issue du grand débat permettra-t-elle d'unifier une France multiple et divisée ?

Dominique SCHNAPPER. - La société française est divisée par de nombreuses fractures sociales sur lesquelles on met à juste titre l'accent et il ne faut pas tout attendre du politique. L'État ne peut pas tout, mais l'adoption de mesures raisonnables dans le sens de la justice sociale et d'une participation accrue des citoyens à la vie publique pourrait améliorer la situation. Malgré tout, la violence et la haine sont si prononcées qu'on ne peut être très optimiste.

Quel regard aurait porté Raymond Aron sur le mouvement des « gilets jaunes » ?

Je me garderai de parler à sa place. Je suis personnellement sensible au fait que ce mouvement remet en cause les deux principes qui organisent l'ordre démocratique. À savoir la légitimité de l'élection et le respect de l'État de droit. Certains « gilets jaunes » refusent tant la légitimité du président de la République, légitimement élu, que la conformité aux règles de droit qui s'appliquent aux manifestations.

Cette colère des classes populaires et moyennes n'est-elle pas le reflet d'une société bloquée ?

La société donne le sentiment d'être bloquée justement parce qu'elle est démocratique. Le propre d'une société démocratique est d'affirmer l'égalité des chances. Elle se fonde sur la promesse que chacun sera récompensé selon ses mérites. C'est la « méritocratie républicaine ». Mais en conséquence, les inégalités sociales deviennent humiliantes. L'idéologie démocratique nourrit les sentiments d'échec et de ressentiment. Sans compter le sentiment d'injustice que crée le décalage entre le petit nombre des dirigeants au pouvoir et la grande majorité des gouvernés. Cela a toujours été le cas dans toutes les sociétés, mais la démocratie l'accepte mal.

L'égalité des chances peut-elle s'appliquer sans l'ascenseur social ?

Il est vrai que les Trente Glorieuses paraissent bien loin. À l'époque, nos concitoyens avaient des conditions de travail qui nous paraissent aujourd'hui misérables, mais ils étaient convaincus que leurs enfants s'en sortiraient mieux qu'eux. Aujourd'hui, sous l'effet de la mondialisation, la société s'est polarisée entre les hauts revenus et les classes moyennes les moins qualifiées qui ont souffert de la concurrence des bas salaires des pays en voie de développement. En clair, il y a ceux qui participent au monde de l'économie moderne et ceux qui n'y participent pas. Ceux-ci constituent la majorité des électeurs qui ont voté pour Marine Le Pen, Donald Trump et le Brexit.

61 % des Français continuent à avoir de la sympathie pour les « gilets jaunes ».

Un chiffre élevé...

En France toute manifestation, quelle qu'en soit la raison, attire la sympathie. Cela fait partie de notre tradition. Nombreux sont ceux qui, en dépit de



RENCONTRE

« Je serais favorable à l'introduction d'une dose de proportionnelle lors des élections législatives. Mais je crains que, dans l'état de crise actuelle, cette mesure paraisse relever de l'affichage politique. »

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Dominique Schnapper : « Les démocraties aussi peuvent mourir »

Pour la sociologue, fille de Raymond Aron, la société donne le sentiment d'être bloquée justement parce qu'elle est démocratique.

leur prévention contre le désordre du mouvement des « gilets jaunes », disent : « On peut comprendre. » C'est vrai, on peut tout comprendre... Certains vont jusqu'à revendiquer le « droit à l'insurrection ». Ce qui est héroïque dans un régime totalitaire, mais n'a pas le même sens dans un régime démocratique qui reconnaît et organise la critique du pouvoir.

Raymond Aron insistait sur le sens de la collectivité de la part de chaque citoyen.

Où ce sens du collectif existe-t-il aujourd'hui ?

Je crains que voter de nouvelles lois ou réformer les institutions soit insuffisant. Il faudrait un changement du côté des hommes politiques et des citoyens eux-mêmes. Ils sont les uns et les autres trop focalisés sur leurs intérêts personnels et immédiats. C'est pourquoi nous n'arrivons pas à prendre les décisions difficiles concernant les effets du climat ou de la dette publique qui détermineront l'avenir de nos petits-enfants. Obsédés par le souci de notre bien-être qui ne comporte pas de limites, aiguillonnés par la consommation et les réseaux sociaux, nous avons opté pour une société de facilité et de jouissances.

Le Conseil constitutionnel vient de censurer une partie de la loi anticasseurs. Cette décision n'était-elle pas prévisible ?

Ma compétence juridique est limitée et la décision peut être discutée. Où faut-il mettre le curseur

entre le respect de l'ordre public et celui du principe des libertés ? Il me semble toutefois qu'une nouvelle loi ne s'imposait pas. Appliquons déjà celles dont nous disposons.

Les actes antisémites ont augmenté de 74 % au cours de l'année 2018. Peut-on parler d'une nouvelle forme d'antisémitisme ?

Les sociétés de l'Europe ont toujours un fond d'hostilité à l'égard des Juifs, qui a été justifié selon les époques par des arguments religieux, xénophobes, raciaux ou culturels, mais cette hostilité est contrôlée, dans les démocraties, par les institutions et les pratiques de la citoyenneté. Quand la démocratie s'affaiblit ou se délite, cette hostilité s'exprime et devient un problème politique, a *political issue*, comme disent les anglophones. C'est le signe d'une crise de la démocratie. Les épisodes récents imposent de prendre en compte ces manifestations d'un antisémitisme politique depuis le tournant du XXI^e siècle. Les *Territoires perdus de la République* ont été publiés en 2002, le rapport Obin, montrant que les enfants juifs n'étaient plus en sécurité dans certaines écoles de la République, en 2004 et, depuis 2007, des personnes ont été assassinées parce qu'elles étaient juives. Les hommes politiques n'ont pas su ou voulu prendre en compte la diffusion du phénomène jusqu'à une date récente. Il semble qu'aujourd'hui la Répu-

blique soit prête à affronter le problème et à cesser de le marginaliser. Mais là encore, la puissance du politique est limitée.

Notre démocratie est-elle en danger ?

Oui, à la lumière d'un sondage qui indique que plus du tiers des jeunes remettent la démocratie en cause. Ce chiffre renvoie à la faillite d'un système éducatif. Il s'inscrit surtout dans le délitement général de la société. Comme la nature politique a horreur du vide, on peut craindre l'avènement d'un régime autoritaire. Les démocraties aussi peuvent mourir.

Pour Raymond Aron, Bonaparte réduisait les plébiscites à des farces. La réponse à la crise est-elle la voie référendaire ?

Les référendums me paraissent dangereux, car la réponse du « non » est devenue systématique, quelle que soit la question. D'autant que le sentiment anti-Macron est très fort. Regardez les conséquences du référendum britannique sur le Brexit... Je serais favorable à l'introduction d'une dose de proportionnelle lors des élections législatives. Mais je crains que, dans l'état de crise actuelle, cette mesure paraisse relever de l'affichage politique.

Emmanuel Macron a indiqué vouloir mieux contrôler la presse. Est-ce le rôle de l'État ?

Certainement pas. La presse est déjà soumise à des règles et au principe de responsabilité. C'est largement suffisant. En revanche, il faudrait essayer de faire quelque chose pour les réseaux sociaux, qui déversent des torrents de haine. Mais la technique n'est-elle pas toujours plus efficace que tous les efforts pour la contrôler ? ■

Obsédés par le souci de notre bien-être qui ne comporte pas de limites, aiguillonnés par la consommation et les réseaux sociaux, nous avons opté pour une société de facilité et de jouissances

DOMINIQUE SCHNAPPER

Les Rencontres du FIGARO

CONFÉRENCE - DÉBAT

SORTIR DU PIÈGE DU POLITIQUEMENT CORRECT

À l'occasion de la parution de son nouvel essai qui aborde la question du politiquement correct, le sociologue québécois, figure éminente de la vie intellectuelle de la Belle Province, auteur du *Multiculturalisme comme religion politique* (Le Cerf), ouvrage qui a fait date, est l'invité des Rencontres du Figaro, salle Gaveau. Cet auteur sera accompagné par son attachement au



MATHIEU BOCK-CÔTÉ

LUNDI 15 AVRIL 2019
20H00 - SALLE GAVEAU

45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

Bock-Côté © Damien Grenon / Le Figaro Magazine